

Madame, Monsieur,

Suite à la publication au Journal officiel (Mémorial A - N°798 du 8 septembre 2017) de la Loi du 29 août 2017 portant modification du Code du Travail, en ce qui concerne le volet "Soutien et développement de la formation continue" (Livre V – Chapitre II – Section 2), veuillez prendre connaissance, ci-après, des points modifiés.

CE QUI CHANGE :

- La participation financière de l'Etat passe de 20 à 15% du coût de l'investissement en formation réalisé au cours de l'exercice d'exploitation.
Elle est majorée de 20% en ce qui concerne le coût salarial des participants répondant à l'un des critères ci-après, à la date du début de mise en œuvre du plan de formation de l'entreprise :
 - pas de diplôme reconnu par les autorités publiques et une ancienneté < 10 ans,
 - âge > 45 ans.
- L'investissement en formation est plafonné selon la taille de l'entreprise :
 - 20% de la masse salariale pour les entreprises de 1-9 salariés ;
 - 3% de la masse salariale pour les entreprises de 10-249 salariés ;
 - 2% de la masse salariale pour les entreprises de plus de 249 salariés.
- La demande d'approbation est supprimée. Le "Bilan annuel" et le "Rapport final" sont remplacés par la "Demande de cofinancement", matérialisée par un formulaire unique.
- La bonification d'impôt est supprimée.
- Le calcul du salaire horaire moyen se réfère exclusivement aux informations fournies par le certificat renseignant sur la masse salariale (le certificat de revenu n'est plus pris en considération).
- La durée des formations d'adaptation au poste de travail passe de 173 à 80 heures par participant et par exercice.
Seules les formations des salariés non qualifiés et des salariés dont le diplôme n'est pas en relation avec l'activité exercée sont éligibles.
- Les frais de constitution de la demande de cofinancement sont pris en charge à hauteur de 500 euros.
- Les frais de cotisation à un organisme de formation sont éligibles sur la base d'une convention collective ou d'un accord interprofessionnel.
- L'autoformation se résume exclusivement à l'apprentissage par voie de e-learning.

CE QUI N'EST PLUS ELIGIBLE :

- Les formations à caractère obligatoire prévues par le législateur pour l'exercice des professions réglementées. Les formations déclarées obligatoires par l'entreprise sont toujours éligibles.
- Les frais liés à la location ou à l'amortissement de salles de formation et de matériel pédagogique.
- Les frais de préparation pédagogique.
- Les frais de consultant (seul le coût du réviseur d'entreprises chargé de l'examen du décompte financier de la demande de cofinancement reste éligible).
- Les frais administratifs et de suivi.

Ces modifications prendront effet à partir du 1er janvier 2018. Par conséquent, elles concerneront les demandes de cofinancement relatives à l'exercice d'exploitation 2018.

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :

Claude Betzen	T 46 96 12 214	claudette.betzen@infpc.lu
Marcel Dostert	T 46 96 12 204	marcel.dostert@infpc.lu
Sam Friederici	T 46 96 12 219	sam.friederici@infpc.lu
Elise Bertoli	T 46 96 12 222	elise.bertoli@infpc.lu